Histoire géopolitique de la Palestine du début du XX^{e} siècle à aujourd'hui

La stratégie du "grignotage"

"Illustrant la "loi du pire", caractéristique de la conjoncture, la colonisation israélienne et la résistance palestinienne sont captées dans une économie de violence mondiale qui tend à imposer partout la logique de l'affrontement entre "forces du Bien" et "forces du Mal". [...] La perception s'installe d'un combat global entre deux mondes hostiles, Orient et Occident, dont le conflit israélo-palestinien ne formerait qu'un maillon [...] Cette tendance [...] représente un danger pour le monde entier de voir s'étendre "le choc des civilisations" , absorbant et dénaturant tous les problèmes de territoire, de souveraineté et de citoyenneté, de colonisation et de décolonisation, de richesse et de pauvreté, de rivalités religieuses et de distance culturelle dont le conflit israélo-palestinien forme le concentré." [Étienne Balibar, "Universalité d'une cause", dans *Manière de voir | le Monde diplomatique,* N°78, janvier 2005*)*

Le propos d'Étienne Balibar (auteur entre autres de *Violence et civilité*. éd. Galilée, 2010) pourrait bien avoir été écrit aujourd'hui sans que l'on n'y trouve rien à redire, tant il semble que rien n'a changé si ce n'est peut-être en pire... et le rappel de plusieurs faits historiques me semble opportun.

Pour comprendre la réalité complexe de la Palestine, on ne peut s'en tenir à l'approche culpabilisante cherchant à assimiler toute critique de la politique israélienne à de l'antisémitisme ; Israël, au nom de la réparation de l'horreur serait alors intouchable et pourrait se permettre d'agir hors du droit international. L'Histoire, ce n'est pas non plus considérer la Palestine comme la Terre promise par Dieu aux Hébreux, comme si un récit légendaire mythique, tout aussi beau soit-il, pouvait fonder un projet politique, alors que Dieu, quel que soit son nom, est certainement fort loin de ce genre de préoccupation très terre-à-terre !

Aussi, pour ne pas s'arrêter uniquement à un regard trop exclusivement émotionnel et religieux, il convient d'aborder la question palestinienne dans sa dimension géopolitique en sachant que "*La Géographie n'est autre chose que l'Histoire dans l'Espace, de même que l'Histoire est la Géographie dans le Temps*" [Elisée Reclus, "L'Homme et la Terre", 1905] ; et Dieu sait si cet espace-temps de la terre de Palestine est mouvementé depuis la nuit des temps ! Cependant, avec l'aide d'historiens reconnus, nous ne remonterons guère au-delà du XX^{e} siècle pour montrer que les intérêts géopolitiques des Nations vont bien au-delà de sentiments humanistes de réparation.

Ce récit historique non exhaustif, centré sur les politiques qui ont conduit à la création de l'État d'Israël au détriment de celui de Palestine, fait référence à cinq périodes-charnières permettant de mieux saisir pourquoi

la situation dramatique de la Palestine s'éternise depuis plus de soixante-dix ans ; une stratégie géopolitique internationale, réfléchie, solidement construite, en est sans doute la raison essentielle, est-elle aujourd'hui modifiable ? *« Beaucoup trop de sang a coulé, il faudra encore combien de temps pour que le monde libre reconnaisse enfin nos droits et mette fin à cette profonde injustice ? C'est ce monde qui est notre débiteur et non l'inverse ! Pourquoi ces pays démocratiques qui se proclament chantres du Droit et de la Liberté, font un traitement d'exception pour la Palestine ? »* [Safwat Ibraghith, Premier Conseiller à la Mission de Palestine en France. Romans-sur-Isère. 23 nov. 2014]

Dans le texte des liens vers différents documents permettent d'approfondir plusieurs points évoqués brièvement.

Fin du XIX[e] siècle - début du XX[e] : la Palestine fait encore partie de **l'Empire Ottoman** en plein déclin. En Europe, depuis que les populations de confession juive sont en principe à égalité de droits, beaucoup de Juifs cherchent à s'assimiler dans les pays où ils vivent. Mais la "**Haskala**" n'arrive pas à s'opposer aux graves persécutions dont ils sont victimes (nombreux pogroms surtout en Russie, affaire Dreyfus), avec comme conséquence un exil de plus en plus important principalement vers les États-Unis mais aussi vers l'Angleterre qui éprouve beaucoup de difficulté pour les intégrer : entre 1870 et 1914 la population juive en Angleterre est passée de 60.000 à 300.000 (Source LaMed.fr)

Cette réalité conduit à la création de deux mouvements politiques distincts mais qui finiront par se rejoindre dans leurs participation au démantèlement du territoire palestinien :

Le mouvement sioniste

Theodor Herzl (autrichien, 1860-1904), en est la figure emblématique.

Il publie (1896) **"L'État des juifs",** ouvrage qui devient ciment du Sionisme (1[er] congrès en août 1897) avec comme projet : *« Nous formerons pour l'Europe une tête de pont vers l'Asie, un bastion de la civilisation contre la barbarie. Le pays s'étendra du Nil à l'Euphrate et il faudra discrètement expulser du pays la population locale. » Et Il crée en 1901* ***le Fonds pour l'implantation juive et l'achat de terres en Palestine,*** le succès international de cette initiative est immédiat et de grande ampleur.

Déclaration Balfour

Arthur Balfour (1848-1930) en 1917 est ministre des Affaires étrangères du gouvernement anglais. Dans le souci affiché de réguler les flux migratoires vers l'Angleterre des populations juives persécutées, et au nom du gouvernement de sa Majesté, il propose au mouvement sioniste la ***création en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif***. Mais l'Empire britannique a également des visées géopolitiques sur ce territoire qu'elle espère bien récupérer à la fin de la Première Guerre mondiale avec la chute prévisible de l'Empire Ottoman.

Lettre d'Arthur Balfour à Lord Rothschild (2 nov. 1917)

Ainsi, avec les fonds nécessaires et l'aval international, **le Grand Israël** peut commencer à se dessiner avec le "nouveau yihouv" (implantations) des pionniers arrivant par vagues successives (aliya) sans nécessairement se rendre compte qu'ils participent au développement du projet politique énoncé par T. Herzl, projet qui va en bonne partie se réaliser. Et s'il y a bien une importante dimension religieuse dans l'amorce du processus de conquête de la Palestine, les intentions, en particulier de l'Angleterre, sont tout autres, les sous-sols du Moyen-Orient sont en effet gavés de pétrole et de gaz et il s'agit de ne pas perdre de vue cette richesse. La Palestine doit donc devenir d'une part un **Foyer-refuge** (qui deviendra un État-refuge) pour une partie de la diaspora juive, et d'autre part un **État sentinelle** pour l'Occident et son modèle démocratique supposé garant du bien contre la barbarie ; cette représentation du "choc des civilisations" était encore une référence courante au début du XX[e] siècle.

Entre 1900 et 1935 la population de confession juive en Palestine passe de 50.000 à 350.000 personnes, avec un flux migratoire annuel moyen de 9.000 personnes. (Source : De Vaumas Étienne. *Annales de Géographie*, n°335, 1954)

C'est surtout l'agriculture et le commerce qui sont développés, avec des implantations sur la partie nord-ouest plus fertile et plus riche en eau (lac de Tibériade). Les terres agricoles s'achètent facilement à bas prix, voire sont accaparées quand elles sont considérées en friche, les arabes, utilisateurs le plus souvent au nom d'un droit coutumier, ne pouvant pas opposer de titres de propriété juridiquement reconnus.

1910, premiers kibboutz : communautés de vie, de travail et de formation militaire... avec deux tendances fondatrices : religieuse plutôt traditionaliste ; socialiste-marxiste-libertaire.

1916 : **accords franco-britanniques**, dits accords "Sykes-Picot", authentifiant le démantèlement de l'empire Ottoman et redéfinissant les frontières du Proche et Moyen-Orient.

1920 (officiellement en 1922) **Palestine mandataire** : La Grande-Bretagne obtient mandat de la Société des Nations sur le territoire palestinien pour *« placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un Foyer national juif et le développement d'institutions d'autogouvernement »*.

1929, création de **l'Agence juive pour la Palestine** (David Ben Gourion en est le président de 1935 à 1948) chargée, en accord avec les autorités anglaises, d'exercer le pouvoir politique auprès de la population juive de Palestine : écoles, santé, police, économie et la Haganah, armée secrète rapidement équipée en armements modernes importés (en particulier d'URSS) ou fabriqués en Palestine ! Depuis l'indépendance de l'État d'Israël, l'Agence est devenue "Agence juive pour Israël" avec la charge de la gestion de l'immigration vers Israël.

Entre 1935 et 1947 : **la Shoah** provoque une accélération de l'immigration juive vers la Palestine, avec un flux migratoire annuel de 23 000 personnes. **En 1947** la population de confession juive comprend **630 .000 personnes.**

À partir de 1946, l'Angleterre, considérant que son mandat a atteint son objectif, à savoir que le terrain est prêt pour officialiser la création de l'État d'Israël, et malgré d'importantes tensions entre populations arabes et juives, annonce son retrait imminent de la Palestine.

L'ONU prépare un plan de partage, et ce malgré l'opposition de la plupart des pays arabes qui proposent la création d'un État multiconfessionnel englobant la totalité du territoire de la Palestine, avec arrêt de l'immigration juive. Cette proposition est rejetée par l'ensemble du mouvement sioniste et par les États-Unis. Après de difficiles tractations et de fortes pressions sur plusieurs pays membres, le **plan de partage** est adopté (résolution N°181) le 29 nov. 1947 avec création de deux états de droit et d'une zone internationale :

- L'État d'Israël comprend 14.000 km², avec au nord les terres les plus fertiles et le lac de Tibériade principale réserve d'eau douce ; il prend le contrôle stratégique des frontières avec l'Égypte, la Syrie et d'une partie du Liban.
- La Palestine comprend 11.500 km² avec une longue partie côtière vers Gaza
- Le secteur de Jérusalem et de Bethléem est considéré comme zone internationale avec administration par l'ONU.

Ce qui fait que 54% de la Palestine mandataire revient à un peu plus d'un tiers (juifs : 630.000, arabes : 1.220.000) de la totalité de la population vivant à l'époque sur l'ensemble du territoire palestinien.

Ce plan, s'il est à peu près approuvé par toutes les tendances politiques du mouvement sioniste, est en revanche globalement rejeté par les Palestiniens et par les pays arabes. En fait, il n'est pas mis en œuvre car aussitôt les tensions se transforme en guerre civile, avec d'un côté la population arabe aidée par des milices venant des pays voisins, mais manquant d'unité de commandement, de l'autre la Haganah déjà bien entraînée avec des équipements militaires de premier plan (conscription obligatoire pour les hommes et pour les femmes de 17 à 25 ans).

Alors que l'armée britannique semble plus préoccupée par sa propre sécurité et les préparatifs de son proche départ (14 mai 1948), les combats de rue sont acharnés faisant de nombreuses victimes de part et d'autre, et provoquent les premiers exodes des palestiniens. Le massacre le 9 avril 1948 dans le village arabe de Deir Yassin, à 5 km. de Jérusalem est considéré par plusieurs historiens comme un tournant du conflit.

Le 14 mai 1948 David Ben Gourion proclame la création de l'État d'Israël, immédiatement reconnu par les États-Unis, l'URSS...

La guerre prend alors une dimension internationale et devient **la guerre Israélo-arabe de 1948-1949**. Plusieurs pays de la Ligue Arabe (Égypte, Liban, Irak, Jordanie, Syrie) envahissent la Palestine de tous côtés. Ce qui conduit Israël à renforcer son armée (devenue Tsahal) pour développer son action militaire sur plusieurs fronts et peu à peu élargir son territoire par une succession d'opérations victorieuses. La guerre prend fin au printemps/été 1949 avec plusieurs cessez-le-feu (le dernier avec la Syrie en juillet) qui permettent à Israël d'étendre largement son emprise sur la Palestine. ***Conséquences*** :

⇒ **les limites territoriales d'Israël** deviennent la **Ligne verte**, ligne de démarcation et non frontière "de jure", définie dans l'accord du 3 avril 1949 entre Israël et la Jordanie. La Cisjordanie et Jérusalem-Est sont annexées à la Jordanie et la bande de Gaza, sérieusement réduite, passe sous contrôle égyptien. **Désormais l'État d'Israël détient 78%** du territoire de la Palestine ; il contrôle toutes les frontières du nord (Liban et Syrie) et du sud (Égypte), pays d'où viennent tous les dangers (Hezbollah, Frères musulmans...)

⇒ **La Nakbat** : 720.000 palestiniens sont condamnés à l'exil principalement vers les pays arabes (Jordanie, Syrie, Liban) ou à être enfermés dans des camps en Palestine même, car chassés de leurs terres, ce qui fait que trois quarts des Palestiniens sont devenus des personnes déplacées.

Déjà, à ce moment de l'histoire, il paraît difficile de ne pas reconnaître que le projet politique de T. Herzl et du mouvement sioniste se met infailliblement en place et que rien ne semble pouvoir l'arrêter.

En juin 1967, se sentant menacé par le blocus du détroit de Tiras par l'Égypte, Israël déclenche une vaste opération militaire simultanément en direction de la Jordanie, de la Syrie et de l'Égypte. En six jours, le Sinaï (restitué en 1979, accords de Camp David), la bande de Gaza, la Cisjordanie et une partie du plateau du Golan (Syrie) sont conquis par l'armée israélienne et occupés.

Cette guerre éclair, à l'origine d'une nouvelle vague de réfugiés, permet désormais à Israël d'avoir la maîtrise de la quasi totalité de la Palestine.

Il y aura certes d'autres guerres : Kippour (1973, avec comme conséquence le premier embargo pétrolier), Liban (1982 et 2006) dans lesquelles Israël joue son rôle de gendarme, parfois de très mauvaise façon (par exemple Sabra et Chatila au Liban). Mais ces guerres n'ont en rien modifié sa grande détermination politique et militaire pour assoir son autorité au Proche-Orient avec le soutien constant des États-Unis et de l'Europe.

La colonisation de peuplement s'accélère dès 1968 y compris avec des implantations illégales à partir de 1970. Si la gauche est partisane d'implantations limitées, en revanche la droite conduite par des leaders emblématiques tel Ariel Sharon, quand elle arrive au pouvoir en 1977, rêve toujours de l'Eretz Israël (frontières bibliques) et s'emploie à y parvenir. *« Depuis 1967 et la fin de la guerre des six jours, la colonisation israélienne des territoires occupés est passée de quelques initiatives messianiques isolées que les gouvernements travaillistes d'avant 1977 ont laissé faire, à une politique qui vise clairement à empêcher la création d'un État palestinien. Le livre* "Les Seigneurs de la terre" *propose pour la première fois une mise en perspective de l'histoire des colonies juives en Cisjordanie et à Gaza, de leur influence sur la politique israélienne et de leur rôle dans le conflit israélo-palestinien. »* [Idith Zertal et Akiva Eldar, "Les Seigneurs de la terre", 2013, Seuil], ce livre est certainement l'un des plus documenté sur l'histoire de la colonisation.

1993-1995, **les accords d'Oslo** affirment une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP et définissent trois zones :

A. (rouge) contrôle administratif et militaire pat l'Autorité palestinienne dans quelques villes (Ramallah, Naplouse...), ce qui n'empêche pas des incursions militaires israéliennes.

B. (rouge) contrôle administratif palestinien, militaire israélien, surtout des villages

C. (hachuré) 60% de la Cisjordanie) contrôle administratif et militaire par l'armée israélienne.

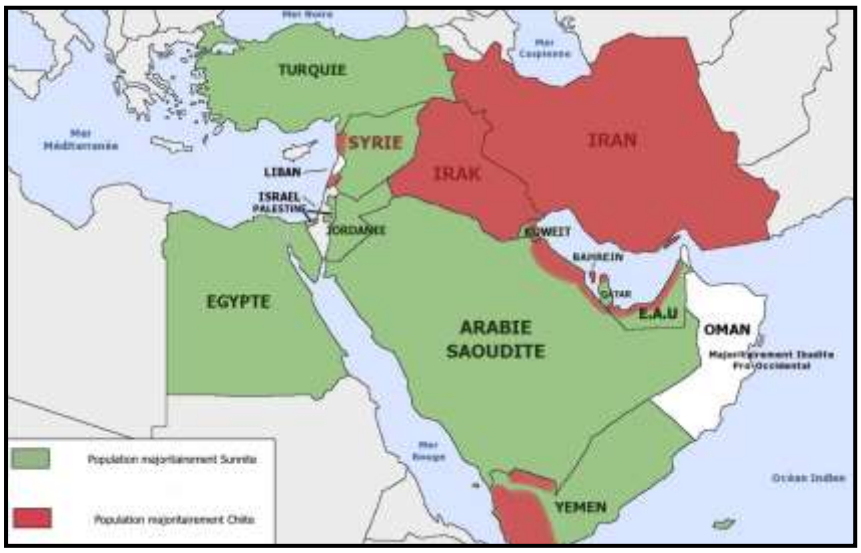
Ces accords provisoires devaient entamer de nouvelles négociations permettant enfin la reconnaissance d'un État palestinien. En fait, ils ont conduit :
à une situation d'apartheid avec la construction du Mur (à partir de 2002) ;
au ghetto de Gaza où le Hamas se trouve complètement enfermé et isolé ;
enfin à l'encerclement de nombreuses cités devenant de véritables bantoustans. De multiples résolutions de l'ONU n'ont en rien modifié ce processus.

Aujourd'hui Israël occupe une grande partie de ce qui devrait être l'État Palestinien et il est difficile de se représenter ce qui pourrait bien mettre fin à un conflit qui humilie tout un peuple. On peut formuler au moins deux hypothèses :

- soit Israël, envers et contre tout, continue sa marche conquérante d'accaparement de l'ensemble du territoire palestinien pour parvenir à un État unique, celui du "Grand Israël", revendiqué par les partis religieux et une partie de la droite ;
- soit, sous pression internationale, la politique israélienne change radicalement et permet la création de jure de l'État de la Palestine dans des frontières reconnues par tout le monde. C'est ce que demande l'OLP.

Si la deuxième solution paraît la plus réaliste car soutenue par l'ONU et de nombreux pays, elle se heurte actuellement à plusieurs obstacles de taille :

1. la situation politique au Proche et Moyen-Orient :



Cette carte montre clairement les zones d'influence chiite et sunnite en partie à l'origine d'une guerre devenant de plus en plus internationale, avec la Syrie comme actuel révélateur et avec des enjeux d'une grande importance politique, tels le nucléaire iranien, Daesh...

Israël et la Palestine paraissent bien petits dans cette immensité explosive, mais sont cependant très concernés par une situation qui interfère dans leurs relations :

d'une part l'armée israélienne est la plus puissante de la région et n'hésite pas à intervenir, y compris sur le territoire syrien, quand elle le juge nécessaire (raid du 18 janvier 2015) pour contenir le **Hezbollah** libanais, l'un de ses pires ennemis soutenant efficacement le régime de Bachar el Assad en Syrie, autre pire ennemi ;

d'autre part le **Hamas** palestinien est étroitement lié au Hezbollah libanais lui-même proche de l'Iran, ce qui le rend d'autant plus suspect aux yeux d'Israël et génère régulièrement des attaques très violentes sur Gaza, région palestinienne actuellement dirigée par le Hamas. Le plateau du Golan, à la frontière entre Israël et la Syrie et en partie annexé par Israël, cristallise beaucoup ces tensions.

2. les crises politiques internes qui touchent la Palestine et Israël : d'une part, les profonds désaccords entre le Hamas et le Fatah ne favorisent pas l'unité nationale palestinienne. D'autre part, les **élections législatives** anticipées de mars prochain en Israël sont très attendues avec l'espoir d'un changement de majorité plus favorable à la reconnaissance de la Palestine. À ce sujet, la surprise est venue d'**Avigdor Lieberman**, ultra nationaliste et actuel ministre des Affaires étrangères, mais adversaire de B. Netanyahou pour le poste de Premier ministre. Dans un article paru dans le journal Haaretz et repris en français sur le site de La Paix maintenant, il déclare que la politique actuelle de B. Netanyahou à l'égard de la Palestine peut conduire à un "tsunami diplomatique" éloignant durablement Israël de l'Europe, ce qui doit être évité à tout prix. Aussi "*Israël doit trouver un accord de paix*", son projet serait donc de reprendre l'initiative diplomatique en renonçant au Grand Israël et en reconnaissant la Palestine comme État indépendant avec des concessions frontalières et des mouvements de populations. Cette déclaration a étonné, et une partie de la gauche israélienne n'y serait pas insensible... Est-ce une possible ouverture ou bien un simple effet d'annonce électorale ?

> *« L'Histoire, je le crains, ne nous permet guère de prévoir, mais associée à l'indépendance d'esprit, elle peut nous aider à mieux voir. »* [Paul Valéry, Discours de l'Histoire, Variété IV, 1938]

Février 2014 et juillet 2018 ©Pierre Thomé